



CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON

Prestations de services pour l'accompagnement d'intérêt général
des agriculteurs et des candidats à l'installation

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE CONFORMEMENT A
L'ARTICLE R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**DATES ET HEURES LIMITES DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES ET DES
OFFRES : 31/08/2025 A 12H00**

MAPA_2025_04_Prestations

**Marché de prestations de service pour l'accompagnement d'intérêt
général des agriculteurs et des candidats à l'installation**

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
L'AVEYRON
CARREFOUR DE L'AGRICULTURE
12026 RODEZ CEDEX 09

TEL. : 05.65.73.79.00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES	page 3
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHE	page 3
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	page 3
ARTICLE 4 – DUREE DE VALIDITE DU MARCHE	page 3
ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS	page 4
ARTICLE 6 –MODALITES FINANCIERES	page 5
ARTICLE 7 – OBLIGATION D'INFORMATION	page 6
ARTICLE 8 – ASSURANCES	page 6
ARTICLE 9 – RESILIATION	page 6
ARTICLE 10 – CESSION DE MARCHE	page 6
ARTICLE 11 – NON VALIDITE PARTIELLE	page 6
ARTICLE 12 – LOI APPLICABLE – LITIGES	page 7
ARTICLE 13– REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE	page 7
ARTICLE 14 – ARTICLE DEROGATAIRE	page 7

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé entre d'une part,

La Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, établissement public à caractère administratif régi par les articles L511-1 et suivants du code rural, et ayant son siège Carrefour de l'agriculture 12026 RODEZ Cedex 09. La Chambre d'agriculture de l'Aveyron est représentée par son président, Monsieur Laurent SAINT-AFFRE.

Et d'autre part,

L'entreprise titulaire du marché,

Ci-après dénommée le **titulaire ou le prestataire**.

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHE

2.1 Objet

Le présent marché a pour objet l'achat de prestations de services pour l'accompagnement d'intérêt général des agriculteurs et des candidats à l'installation pour une durée de 6 mois non renouvelable.

2.2 Forme du marché

Type de marché

Il s'agit d'un marché de services à prix forfaitaire passé selon la procédure adaptée suivant l'article R.2123-1 du code de la commande publique

Ce marché se compose de 3 lots :

- Lot N°1 : Achat de prestations de services juridiques en droit rural et droit de l'entreprise agricole
- Lot N° 2 : Achat de prestations d'accompagnement juridique en droit social pour les employeurs de main d'œuvre
- Lot N° 3 : Achat de prestations de services pour l'animation liée au renouvellement des générations dans l'agriculture aveyronnaise.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement (ATTRI1-202110.)
- ✓ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- ✓ Le règlement de consultation (R.C.)
- ✓ Le mémoire technique du prestataire remis à l'appui de son offre

ARTICLE 4 – DUREE DU CONTRAT

La durée du marché est de 6 mois à compter de la date de notification du marché.
Le marché ne sera pas reconduit.

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

5-1 LOT N°1 : Achat de prestations de services juridiques en droit rural et droit de l'entreprise agricole

- **Prestations d'appuis juridiques rentrant dans le champ du marché :**
 - Problématiques foncières : autorisation d'exploiter, règlementation SAFER (notification, délai, droit de préemption, gestion des biens sectionnaux, relation voisinage)
 - Statut des baux ruraux : relations bailleur/preneur – congés, résiliation, cession, fixation du loyer, droits et obligation des parties
 - Problématiques liées à la transmission à l'arrêt d'activité : démarche à accomplir, transfert DPB, rédaction de bail, état des lieux etc..
 - Environnement/Energie : analyse des contrats liés à la mise en place de toiture photovoltaïque, problématiques environnementales : pollution, nuisances etc..
- **Préparation des commissions départementales**
 - Participation à l'élaboration des dossiers de demandes d'autorisation et de leur instruction en CDOA
 - Participation, aux besoins, aux groupes techniques CDOA et au CDOA
 - Participation, aux besoins, aux comités techniques SAFER (analyse des dossiers)
 - Participation, aux besoins, aux Commissions Départementale de Préservation des Espaces naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF).
- **Temps estimé de la mission pour la période de 6 mois : 40 jours**
- **Le forfait proposé pour la mission sur la période de 6 mois comprend :**
 - L'organisation pour assurer la disponibilité du juriste
 - Les temps d'intervention du juriste
 - Tous les autres frais inhérents aux missions confiées, notamment tous les frais liés aux éventuels déplacements

5-2 LOT N°2 : Achat de prestations d'accompagnement juridique en droit social pour les employeurs de main d'œuvre

- **Information en droit social auprès des employeurs de main d'œuvre**
 - Permanence téléphonique sur la réglementation en droit social, questionnement sur les droits et obligations des employeurs
 - Informations juridiques : aide à l'embauche, procédure de rupture conventionnelle, procédure de licenciement, gestion des litiges employeurs/salariés (conseil des prud'hommes etc...)
 - Informations relatives à la sécurité des salariés (DUERP, ...) et pour les maîtres d'apprentissage
- **Information des employeurs - Veille réglementaire et diffusion**
- **Temps estimé de la mission pour la période de 6 mois : 60 jours**
- **Le forfait proposé pour la mission sur la période de 6 mois comprend :**
 - L'organisation pour assurer la disponibilité de l'intervenant
 - Les temps d'intervention de l'intervenant
 - Tous les autres frais inhérents aux missions confiées, notamment tous les frais liés aux éventuels déplacements

5-3 LOT N°3 : Achat de prestations de services pour l'animation liée au renouvellement des générations dans l'agriculture aveyronnaise.

- Participation à des actions en faveur de la promotion de l'emploi en agriculture :
 - Intervention dans les forums, Salons TAF, BTS ACSE, BPREA, Lycées agricoles
 - Intervention dans les collèges, école de la deuxième chance
- Actions d'information et de promotion du renouvellement des générations en agriculture et des dispositifs de soutien et d'accompagnement au renouvellement des générations en agriculture (foires, salons, ...)
- Campagne de communication sur l'installation en agriculture (rédaction d'articles de presse, ...)
- Analyse réglementaire et politique des dispositifs publics de soutien et d'accompagnement au renouvellement des générations en agriculture et diffusion auprès du public
- **Temps estimé de la mission pour la période de 6 mois : 30 jours**
- **Le forfait proposé pour la mission sur la période de 6 mois comprend :**
 - L'organisation pour assurer la disponibilité de l'intervenant
 - Les temps d'intervention de l'intervenant
 - Tous les autres frais inhérents aux missions confiées, notamment tous les frais liés aux éventuels déplacements

5-4 FORMALISATION :

Ces différentes interventions feront l'objet d'un rapport, pour chacun des lots au bout de la période de 6 mois reprenant les données tant quantitatives que qualitatives permettant d'apprécier la nature du travail réalisé et éventuellement les problématiques rencontrées par les différents bénéficiaires.

ARTICLE 6 –MODALITES FINANCIERES

6.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché. Ils comprennent tous les frais afférents à la réalisation de la prestation y compris toute taxe fiscale ou autre.

6.2 Contenu des prix

La proposition financière du prestataire détaillera le prix relatif à chacune des missions attendues et les compétences affectées à chaque mission.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, nécessaires à l'exécution du présent marché (notamment les frais de déplacement pour se rendre aux permanences sur le terrain) mais également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix TTC figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

6.3 Facturation et mode de règlement

Facturation se fera en deux fois :

- 50% après 3 mois à partir de la date de notification du marché.

- Le solde (50%) à l'échéance de la période de 6 mois à compter de la date de notification du marché.

Outre les mentions légales, la facture contiendra les références bancaires du prestataire et les références du présent marché. La facture sera adressée, à la Chambre d'agriculture de l'Aveyron.

Le mode de paiement est le virement avec un délai maximum de paiement à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par la Chambre d'agriculture de l'Aveyron. Ce délai expire à la date du règlement par le comptable public.

Le dépassement de ce délai par la personne publique ouvre de plein droit, au bénéfice du titulaire, à des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Les intérêts moratoires seront dus au taux des intérêts moratoires fixés par décret pour les marchés formalisés et les MAPA.

ARTICLE 7 – OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire s'oblige à informer sans délai la Chambre d'agriculture de l'Aveyron de toutes difficultés rencontrées dans la réalisation de l'objet du marché de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur des applications.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du contrat le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 – RESILIATION

En cas de manquement du prestataire à toute ou partie de ses obligations, telles que définies dans le présent contrat, la Chambre d'agriculture de l'Aveyron se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités pour le prestataire après mise en demeure adressée au prestataire restée sans effet durant 15 jours calendaires à compter de sa date d'envoi.

ARTICLE 10 – CESSION DE MARCHE

Le présent marché ne peut faire l'objet d'une cession partielle ou totale, à titre onéreux ou gracieux, sans accord préalable et écrit de l'autre partie.

ARTICLE 11 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si l'une quelconque des stipulations du présent marché s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite mais les autres stipulations garderaient leur force et leur portée, sauf si elles présentaient un caractère indissociable avec la disposition annulée.

ARTICLE 12 – LOI APPLICABLE – LITIGES

Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du siège de la Chambre d'agriculture de l'Aveyron.

ARTICLE 13– REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de jugement instaurant un règlement judiciaire ou une liquidation judiciaire du prestataire, ce jugement est notifié immédiatement à la Chambre d'agriculture de l'Aveyron. Il en va de même pour tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

ARTICLE 14 – ARTICLE DEROGATAIRE

L'article 6.4 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG FC-S du 31 mars 2021.

Fait à Rodez, le 13 mai 2025

Pour la Chambre d'agriculture de l'Aveyron
Le titulaire du marché

Le Président,
Laurent SAINT-AFFRE